

Michel MAJOROS

Des discours sur le Travail, de la plaie du chômage à la guerre totale (Belgique, 1933-1940)

Notice biographique

Licencié en histoire contemporaine de l'Université libre de Bruxelles en 1972, l'auteur a enseigné pendant trente ans dans des écoles secondaires de la Communauté française, dont dix-huit dans un institut technique et professionnel de Namur, privilégiant les témoignages et le terrain. Il participe aussi à divers engagements sociaux et voyage longtemps et souvent, avec les moyens locaux, à la rencontre de gens de maint pays et continents. Depuis 2008, il réalise un doctorat sur le *Droit à la paresse vu de Belgique depuis 1919* sous la direction du Professeur Jean-Jacques Heirwegh à l'Université Libre de Bruxelles.

Résumés

Effet le plus spectaculaire de la crise de 1929, le chômage qui s'installe en Belgique industrielle semble une plaie morale bien plus qu'un problème budgétaire. Après des années de déflation et de marasme suivis d'une reprise hésitante et morose, juin 1936 sonne comme une récréation. Le parlement perturbé vote les congés payés à l'unanimité, et une loi-cadre pour les 40 heures semaines. Mais le Front populaire ne fait qu'effleurer la Belgique, tandis qu'il est confronté en France à une réaction violente et en Espagne à la guerre. Résorber le chômage semble l'objectif central, avec une tendance générale à la mise au pas de toute la société vers un Front du travail, sur fond d'exercices d'alertes et de fortifications. C'est du moins l'image que reflètent les médias de cette période que, rétrospectivement, nous appelons l'Avant-seconde-guerre-mondiale.

The unemployment hitting industrial Belgium in the aftermath of the 1929 economical crisis appears to be more a moral wound than a budgetary issue. After years of deflation and stagnation followed by a hesitant and morose recovery, June 1936 seemed like a break. The disrupted parliament voted, unanimously, for paid holidays, and for an outline law for a 40-hour-week. But the Popular Front hardly reached Belgium, while it had to face a violent backlash in France and civil war in Spain. Reducing the unemployment

appeared to be the central goal, whereas emergency exercises and the building of fortifications indicated a general trend to bring society as a whole into line of a Labor Front. This is at least the image given by the media of the period preceding World War II.

Het meest dramatische effect van de crisis van 1929 is de werkloosheid in industriële België, en het lijkt een morele wond meer dan een budgettair probleem. Na jaren van deflatie en stagnatie, gevolgd door een aarzelend en somber herstel, klinkt juni 1936 als een recreatie. Eenstemmig sticht een veranderd parlement de betaalde vakantie, en stemt en een kaderwet voor 40 uren weken. Het Volksfront aanraakt ons land maar licht, terwijl het in Frankrijk tot een geweldig terugslag en in Spanje tot de oorlog werd geconfronteerd. Werkloosheid te doen verdwijnen lijkt de centrale doelstelling, met een algemene tendens tot een gang van de maatschappij naar een Arbeidsfront, te midden van alarmoefeningen en vestingwerken. Tenminste tonen de media dit beeld van de tijdperk die, achteraf, wij noemen de vooroorlogs jaren.

Mots-clés : travail, production, crise, chômage, économie nationale, oisiveté, Belgique, guerre

Keywords : work, labour, production , crisis, unemployment, National Economy, idleness, Belgium, war

Sommaire

Introduction.....	88
Prologue.....	88
Acte I.....	89
Scène 1 : Les chômeurs et le jeu de quille.....	89
Scène 2 : le Plan.....	94
Scène 3 : La jeunesse en détresse.....	95
Acte II.....	96
Scène 1 : Les élections législatives du 24 mai 1936.....	96
Scène 2 : Le droit aux vacances.....	100
Acte III.....	101
Scène 1 : Les Grands Travaux.....	101
Scène 2 : « Les nazis attaquent des skieurs en Hongrie ».....	103
Scène 3 : Le retour de l'Angoisse.....	105
Rideau ?.....	108
Conclusion provisoire en rapport avec notre recherche.....	109
Bibliographie.....	109

Introduction

Entre la Grande Guerre et la Grande Dépression¹, le travail conditionne la reconstruction de la Belgique ravagée. Sacralisé dès avant 1919, il devient sous ses différentes modalités – œuvre, réalisation, effort, énergie – non seulement postulat, mais aussi valeur esthétique et morale partagée par l'ensemble des courants politiques.

À partir de 1931, la crise et le chômage frappent la Belgique et ses mineurs ; durant l'été 1932, ceux-ci réclament du travail ou du pain, en un mouvement qualifié d'« insurrectionnel », incontrôlable si ce n'est par la répression et des mesures partielles.

Quelque source qu'il utilise, l'historien construit des simulations. Cette mise en scène apparaît aussi dans les journaux que nous avons parcourus, comme si les manuels d'histoire recopiaient la presse, commentant elle-même des scènes ou communiqués qualifiés ensuite « événements ». Plutôt que de manipulation, il s'agit de mise en scène, les *scenarii* différant selon le point de vue de l'acteur et l'éclairage du média.

C'est ainsi qu'à « l'ère des masses », et dans la dramatisation de l'actualité immédiate, l'auteur opte pour le découpage théâtral de quelques monologues d'une « avant-guerre », qui ne se définissait évidemment pas comme telle.

Prologue

Novembre 1932... à Beauraing, Notre-Dame dialogue avec des enfants en prière « pour les élections ». Selon des pèlerins accourus, la lumière divine irradie aussi « la poussière noire sur le visage des mineurs dont on paye la peine et le danger quatre-vingt dix-francs par semaine de trois jours² ».

¹ MAJOROS 2008. La bibliographie du présent article s'ajoute à celle du premier.

² ROBERT 1933, p. 19 et 76.

Acte I

Scène 1 : Les chômeurs et le jeu de quille

« Au cours d'une descente de police qui a eu lieu à Liège dans un café où l'on jouait aux quilles, parmi les parieurs se trouvaient une vingtaine de personnes qui ont déclaré être chômeurs. Une nouvelle irruption dans un café de Saint-Nicolas à Liège où l'on se livre aux mêmes paris, a fait constater la présence de six chômeurs. L'article 2 de l'arrêté ministériel du 15 avril 1926 prévoit que seront exclus du bénéfice de l'allocation du Fonds national de crise les chômeurs d'une conduite notoire ou s'adonnant à la boisson ou au jeu. M. Horrent, député de Liège a demandé au Ministre de la Prévoyance sociale d'ouvrir une enquête au sujet des cas précités³. »

La dictature hitlérienne s'installe à quelques kilomètres de Liège, décime le mouvement ouvrier et instaure le travail obligatoire ; dans toute la Belgique les allocations de chômage et les salaires sont rabaissés ; les rues belges s'agitent en « marches de la faim ». Au même moment, Dupond et Dupont s'attaquent au grave problème des chômeurs qui jouent aux quilles pour quelques francs, et le résultat de leurs investigations est aussitôt relayé par un humaniste éminent au Parlement et dans la presse.

La « plaie » était redoutée dès le début de la crise, et la métaphore aura la vie dure, tel un stigmaté :

« Jusqu'à ce jour, nous avons évité, grâce à notre change, cette plaie du chômage, mais que demain, quelques centaines de mille ouvriers se voient privés de travail, jetés sur le pavé sans ressources, c'est la ruine du pays, c'est la misère noire avec son lamentable cortège de maux divers, parmi lesquels l'avilissement moral des populations serait à redouter⁴. »

« L'utilisation des loisirs forcés de l'ouvrier chômeur constitue un problème social et moral auquel peuvent remédier les cours de formation et d'éducation professionnelle et la participation du chômeur à des œuvres telles que la ligue du coin de Terre⁵. »

³ *La Province de Namur*, Namur, 29 mars 1933. Désiré Horrent (1880-1943), docteur en droit et député libéral de Liège laissera, après son assassinat attribué à des rexistes, un essai posthume *La Réforme de l'Etat et du Parlement*, cité dans *Lettres françaises de Belgique, Dictionnaire des Œuvres*, T. III *Essais*, Gembloux, 1989, p. 427-428.

⁴ *La Province de Namur*, Namur, 30 mai 1930.

⁵ « L'assurance chômage – Le Gouvernement crée un Commissariat du Chômage », in *La Province de Namur*, Namur, 1^{er} février 1933.

« Et voici un chômeur. Les privations et l'oisiveté forcée ont crispé ses traits. C'est un de ces chômeurs qui refusent de se laisser vaincre et de s'adapter à la misère. Il est révolté et nous dit amèrement : "Tout vaudra mieux que cette situation misérable sans issue. On veut diminuer nos indemnités ? Qu'on les supprime carrément et qu'on augmente le prix des pommes de terre de 100 p.c. Ce sera alors la révolution, dès demain⁶." »

« La situation est tragique. L'adolescence croupit dans le désœuvrement, ce qui est bien plus grave que le chômage de la jeunesse. [...] Quand on n'a pas encore été au travail et qu'on croupit un temps assez long dans l'oisiveté, on considère comme une chose contre-nature de devoir se mettre au travail. C'est là un malheur pour le pays et un malheur pour celui qui a été privé de travail dans sa jeunesse. Les jeunes gens se démoralisent⁷. »

La littérature, le cinéma, la presse et la sociologie montrent aussi, chiffres à l'appui, la misère budgétaire des chômeurs, la sous-alimentation, les logements insalubres et glacés, la survie dangereuse⁸.

Négligeons pour l'instant l'analyse des causes du chômage et des remèdes proposés, nuancés selon l'interlocuteur social. Écartons aussi la dénonciation, unanime et anonyme, d'abus réels, d'allocataires riches, etc., et concentrons-nous sur le drame humain.

Un habitant de Berzée, près de Walcourt, massacre sa famille à l'aide de son outillage avant de se pendre. Les journalistes locaux accourus sur place déversent l'hémoglobine à pleines colonnes.

« La crise l'avait atteint et pour vivre, il fabriquait des sacs à provision pour ménagères et des tresses pour jantes de vélo. Tous ses enfants l'aidaient dans sa petite industrie. [...] Sa maison allait être vendue le 1^{er} mars. Il devait de l'argent à tout le monde et chaque jour il lui fallait nourrir sept personnes. [...] Il était désespéré, depuis huit jours, il ne travaillait plus. C'est à la misère et à la crise qu'il faut imputer cet abominable forfait⁹. »

« Lorsque la table avait été servie, pauvrement mais assez abondamment, [le père, selon un voisin] s'était tourné vers ses enfants sans que rien dans son regard ni dans sa voix trahît ses intentions secrètes : - *Mingez bé, savait mes affents, pasqu'on n'acé jamais si çn'est né l'derin eau*¹⁰. »

⁶ « Le gouvernement a jeté de l'eau sur le feu qui couvait au Borinage », in *Le Peuple*, Bruxelles, 15 janvier 1933.

⁷ « Pour la préservation des jeunes chômeurs », in *Vers l'Avenir*, Namur, 6 mars 1933.

⁸ « Un grave accident sur un terril à Cuesmes - Un tué, plusieurs blessés », in *La Province de Namur*, Namur, 3 mai 1935. Le câble d'une berline, en se détendant, fauche un groupe de sept personnes qui glanaient du charbon malgré l'interdiction.

⁹ *Vers l'Avenir*, Namur, 24 janvier 1924.

¹⁰ *La Province de Namur*, Namur, 24 janvier.

Peu après, à Werchter : « Obsédée par le crime de Berzée, une folle noie ses trois enfants dans une cuve d'eau bouillante¹¹. » Vient ensuite un « épouvantable massacre à Wasmes : un mineur chômeur, neurasthénique, tue sa femme et trois de ses enfants¹² ».

Les journaux relatent les troubles civils meurtriers de la Place de la Concorde et du Karl-Marx-Hof de Vienne. Le 17 de ce mois de février 1934, l'accident d'alpinisme fatal à Albert 1^{er} va auréoler la légende du Roi-Chevalier, et nourrir les conversations de la Belgique pendant des décennies. Cette tragédie officielle couronne plus qu'elle n'occulte les autres violences sociales. La série continue, au point que les suicides entraînant la famille ou non passent à la une et deviendront, vers 1938, une rubrique au même titre que les accidents de la route et de la mine :

« Un typographe en chômage, qui était las de sa misère, se tue d'un coup de revolver, dans la salle d'attente de la Bourse du travail¹³ » ... « Victime du chômage à Sclessin, un ouvrier d'usine se jette, dans la nuit, par la fenêtre, d'une hauteur de cinq mètres¹⁴ » ... « Un chômeur tente d'asphyxier, à Châtelineau, sa femme et ses quatre enfants¹⁵ » ... « Un chômeur gantois noie dans une cuvette un troisième enfant qui venait de naître¹⁶ » ... « Désespéré de ne pas trouver de travail, un chômeur se jette dans le canal¹⁷ »

« *Un fou frappe à coups de rasoir deux voyageurs dans un autobus [parisien].* Traçant avec les doigts des signes cabalistiques sur une table, Barbat, qui semblait ne rien comprendre aux questions qui lui étaient posées, répétait constamment : "Je n'ai pas de travail... Si j'avais du travail..."¹⁸ »

Etc. Cette liste partielle découle de sondages dans les journaux. L'intérêt de toutes ces manchettes n'est pas statistique. Ce qui nous frappe, c'est la mise au pilori, durant ces années-là, de cette catégorie de victimes, image dramatique de la condition du chômeur, misérable à ses propres yeux comme à ceux de son entourage : perdre son l'emploi équivaut à une mort sociale.

Quels remèdes proposer ? Il en est de classiques, comme l'appel au protectionnisme. Il en est d'utopiques, telle la technocratie.

¹¹ *Vers l'Avenir*, Namur, 31 janvier 1934. Aussi in *La Province de Namur*, même date et dans les mêmes termes, et probablement dans d'autres journaux.

¹² *Le Peuple*, Bruxelles, 11 février 1934.

¹³ *Le Peuple*, Bruxelles, 3 mars 1934.

¹⁴ *Le Peuple*, Bruxelles, 5 janvier 1935.

¹⁵ *Le Peuple*, Bruxelles, 15 février 1935.

¹⁶ *Le Peuple*, Bruxelles, 7 juin 1935. L'article se conclut ainsi : « Que de drames et de tragédies a déjà engendrés la misère ! »

¹⁷ *Le Peuple*, Bruxelles, 5 juillet 1936.

¹⁸ *La Province de Namur*, Namur, 16 mai 1936.

QUAND VOUS ACHETEZ UNE AUTO BELGE, UNE FAMILLE D'OUVRIERS BELGES ÉCHAPPE AU CHOMAGE PENDANT UN AN

LA **F.N.** A UN VÉHICULE POUR CHAQUE BESOIN

TRACTEUR **AUTOBUS** **CAMION** **CAMIONNETTE** **VOITURE MOYENNE** **VOITURE UTILITAIRE**

*POURQUOI DÉSORMAIS
ACHETER À L'ÉTRANGER?*

RENSEIGNEZ-VOUS À L'AGENCE DIRECTE POUR LES TERRITOIRES
D'OUR-BOUSSU

C. KASSAPAKIS

Tél. 183 – Rue du Général Leman, 27, Dour – Tél. 183

POUR LA PROSPÉRITÉ DU PAYS COMME DANS VOTRE INTÉRÊT, ACHETEZ BELGE

Fig. 1 : « FN Auto belge », in *Le Peuple*, Bruxelles, 8 février 1934. [Photo : D.R.]

L'homme du jour



La plus grande surprise des élections qui viennent d'avoir lieu a été sans contredit le succès de la liste de M. Frensen, à Anvers. M. Frensen est colporteur de son métier. Au moyen d'un tricycle il livre dans la ville d'Anvers et environs des marchandises diverses : café, etc. Le programme politique de M. Frensen ne s'apparente à aucun des programmes des grands partis. Notre photo montre M. Frensen comptabilisant ses bulletins de vote à l'Hôtel de Ville d'Anvers. La liste Frensen a 6 élus.

Fig. 2 : « L'homme du jour », *La Province de Namur*, Namur, 19 octobre 1938. [Photo : D.R.]

Constatant l'augmentation vertigineuse de la productivité qui tend à supprimer la main d'œuvre, les disciples du professeur de Columbia, Howard S. Scott, proposent de confier la gestion de l'économie à des experts, qui organiseront la diminution radicale de la durée du travail et mesureront les échanges à l'aide d'« unités d'énergie ».

Selon les calculs des technocrates, chaque citoyen américain disposerait ainsi d'un niveau de vie confortable en travaillant quatre jours par semaine, quatre heures par jour¹⁹. En dépit de l'élection de six conseillers d'une liste « technocrate » aux élections communales d'Anvers en 1938, l'adjectif devient péjoratif dans le vocabulaire courant et la technocratie ressentie comme une utopie ou un danger.

D'un point de vue pratique et immédiat, c'est-à-dire dans les budgets de l'administration belge, les allocations de chômage pèsent désormais autour d'un milliard de francs. Les gouvernants tentent de limiter ce coût en définissant « un état de besoin » au-dessus duquel le droit aux allocations serait suspendu, en particulier les chômeuses dont le conjoint travaille, ou encore les chômeurs partiels. Face à ces mesures, l'opposition socialiste, aiguillonnée par une base syndicale sensible au discours communiste, tente d'encadrer des manifestations qui culminent en 1934-1935 lors des campagnes du Parti Ouvrier Belge (POB) pour le Plan du travail. Henri De Man, le père de ce plan adopté par le congrès de Noël 1933, est un des rares théoriciens du parti dont, avec Paul-Henri Spaak, il représente la génération montante face à la vieille garde réformiste groupée autour du « patron » historique Émile Vandervelde.

Dans *Au-delà du marxisme* et dans *La Joie au travail*²⁰, le socialisme belge se profile comme parti de gouvernement réalisant les intérêts de la société tout entière pour construire « l'économie nationale », par le contrôle des banques et la nationalisation des secteurs-clés de l'industrie, sous la tutelle d'un organisme géré par des techniciens et libéré du contrôle parlementaire direct. Le Plan engendre une abondante littérature dépassant le cadre de cet article ; son effet escompté serait la résorption du chômage par de grands travaux d'intérêt national. « Le Plan, rien que le Plan, tout le Plan », devient le leitmotiv des campagnes socialistes.

¹⁹ *La Province de Namur*, Namur, 7 janvier 1933, et *Le Peuple*, Bruxelles, 19 janvier 1933.

²⁰ Ouvrages édités successivement en 1927 à l'Églantine, Bruxelles et en 1930 chez Alcan à Paris. Le caractère (homme de réflexion plutôt que de pouvoir) et l'engagement ultérieur d'Henri De Man dans les débuts de l'Ordre Nouveau en Belgique occupée dépasse le cadre de cette étude. Mais cette velléité de collaboration n'est-elle pas cohérente avec le pragmatisme intellectuel dans une optique planiste partagée par de larges secteurs de la société pour le tout-travail ?

Scène 2 : le Plan

« LE BUREAU NATIONAL est en pleine action pour le Plan du Travail [...] Pour réaliser le programme, il faudra des dévouements. Nous faisons appel aux sections et à leur défaut, aux troupes de choc [...] tenir compte notamment du concours promis par les jeunesses, faire appel aux anciens miliciens et à tous ceux qui se distinguent par leur activité. Les troupes de choc devront être placées sous la direction d'un ou de plusieurs camarades avertis, éclairés, dévoués, enthousiastes. Nos camarades chômeurs pourront trouver dans cette activité un emploi judicieux du temps dont ils disposent. Pour mettre un terme à leurs souffrances, à leur désœuvrement, il faut modifier le système, il faut renverser le gouvernement. En participant activement à la propagande pour le Plan, ils travaillent pour eux-mêmes et pour leurs enfants. [...] Le Parti, le mouvement ouvrier est en pleine bataille. [...] À bas le Gouvernement ! À bas les réquisitions de chômeurs ! À bas les arrêtés-lois ! À bas les organisateurs de la misère ! À bas les banksters ! VIVE LE PLAN²¹ ! »

Au printemps 1935, Paul Van Zeeland, « technicien » extra-parlementaire de sensibilité catholique, préside un gouvernement où entrent des socialistes, qui dévalue le franc de 28% et impulse la reprise économique. De Man reçoit le portefeuille des Travaux publics et de la Résorption du chômage. La presse du P.O.B. confrontera la montée du chômage sous le précédent « gouvernement des banquiers » avec sa diminution, par la relance des exportations, sous celui de « rénovation nationale ». Sur le plateau du Heysel, l'Exposition universelle de Bruxelles attire des touristes du monde entier.

Les autres « piliers » avancent aussi leurs « plans ». Considérant que le capitalisme et le socialisme sont des « hérésies », les catholiques prônent « la résurrection des corporations²² ». Et la « détresse » morale des jeunes chômeurs et apprentis continue à mobiliser la Jeunesse Ouvrière Chrétienne.

Le bouillant libéral namurois François Bovesse révèle son « plan » :

« Le chômage et le retour à la terre [...] Le chômage ne doit plus être considéré comme un mal momentané. Quantité d'usines n'emploieront jamais plus le nombre d'ouvriers d'autrefois. [...] Les progrès de la technique sont tels que sans cesse, les possibilités de travail

²¹ *Le Peuple*, Bruxelles, 19 janvier 1935. « Banksker » est un néologisme interprété tapageusement par Léon Degrelle. « Ploutocrate » et « parasite » font aussi partie du vocabulaire commun à la gauche et à la droite durant les années 1930.

²² Parmi d'innombrables autres références, *Vers l'Avenir*, Namur, 1^{er} février 1934, fait la promotion de Firmin CHARLIER, *Esquisse de corporation dans l'industrie du livre*, Charlier et Fils imprimeurs, Jambes.

pour l'homme se restreignent. [...] il faut diminuer la journée de travail afin de répartir le plus de travail possible entre le plus de monde possible. S'il le faut, qu'on aille carrément à la semaine de 36 heures. [...] Mais il faudra diminuer le salaire dans une certaine mesure. Comment compenser cette diminution ? Je souhaiterais voir intervenir l'État pour aider au retour à la terre. [...] D'abord par le retour à la terre d'une partie des chômeurs. [...]»²³ »

François Bovesse calcule les terres disponibles pour 100 000 familles, les économies réalisées sur le Fonds du chômage, l'allongement de la scolarité, le développement du tourisme, l'émigration vers des colonies de peuplement...

La durée du travail est débattue à l'échelle mondiale, notamment à la Conférence de l'Organisation internationale du travail, agence de la Société des nations à Genève.

« L'inaction est évidemment plus funeste encore pour les jeunes gens. Le rapport du Bureau international du travail préconise notamment la fixation à quinze ans de l'âge minimum de scolarité obligatoire et d'accès au travail. Il invite aussi à la création de divers organismes grâce auxquels les jeunes gens pourraient occuper leurs loisirs forcés. Des camps de travail pourraient être créés, mais la fréquentation de ces centres où l'on exécuterait des ouvrages ayant pour but productif la préparation professionnelle, serait volontaire²⁴. »

Scène 3 : La jeunesse en détresse

« Sur 320 000 chômeurs assurés, 103 620, soit 30%, sont âgés de moins de 25 ans. En 1933 et 1934, 160 000 enfants ont quitté l'école. Un grand nombre d'entre eux n'ont pas trouvé d'emploi sur le marché du travail déjà encombré. Des dizaines de milliers de jeunes, qui sont entrés dans la vie avec l'illusion que la vie serait belle, beaucoup plus belle que celle de leurs parents, n'ont plus aucune perspective. Ils sont découragés. Le désespoir et l'indifférence les menacent. La haine domine souvent la vie sentimentale de ces jeunes qui ne devraient connaître que l'amour et la joie de vivre. La situation des jeunes chômeurs dans notre pays est l'image réduite de la situation dans les grands pays industriels atteints par la crise. [...] Nous avons rencontré des révoltés, des découragés et des indifférents. [...] Certains d'entre eux sont perdus, peut-être pour toujours. La crise a tué en eux tout jugement moral. Elle en a fait des épaves lamentables, des vicieux et des cyniques. Mais il est encore possible de

²³ Interview du *Soir* reproduite dans *La Province de Namur*, Namur, 24 janvier 1935.

²⁴ *La Province de Namur*, Namur, 28 mars 1935.

sauver tant de jeunes. [...] sauver la génération des hommes de demain, ce qui veut dire sauver l'humanité²⁵ ! »

Acte II

Scène 1 : Les élections législatives du 24 mai 1936

Les élections législatives du 24 mai 1936 signalent une commotion comparable au 6 février 1934 français. L'entrée en force de Rex au Parlement, le renforcement des nationalistes flamands et celui aussi des communistes concrétisent l'imminence d'un péril extrémiste. Cependant, d'autres activistes, comme la Légion nationale de tendance fasciste, paraissent et cognaient depuis des années.

Quant à Léon Degrelle, éloquent, dynamique et même sympathique, il se profile comme un jeune dissident catholique, en rupture avec un parti également admirateur du régime mussolinien, mais archaïque et sans chef aussi doué. Ces élections « à deux tours » (avec les provinciales du 9 juin) prouvent, aux yeux des commentateurs, la désaffection d'une jeunesse impatiente à l'égard des trois partis traditionnels.

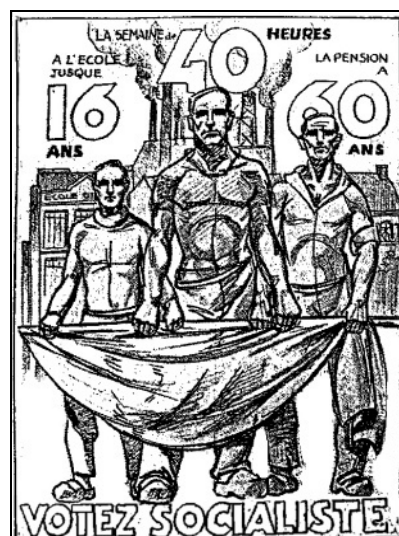


Fig. 3 : « Campagne électorale du P.O.B., 1936 », in *Le Peuple*, Bruxelles, 1^{er} et 2 mai 1936. [Photo : D.R.]

²⁵ O. DE SWAEF in *Le Peuple*, Bruxelles, 1^{er} mars 1935.

Au cours de cette *Belgian Crisis*²⁶, les trois semaines nécessaires pour former un second gouvernement Van Zeeland tripartite apparaissent comme une durée-record. Entretemps, le P.O.B. ayant perdu moins de plumes que ses partenaires, son président Émile Vandervelde a tenté de former une équipe, sans guère de soutien. Des coalitions alternatives furent calculées, mais irréalistes et effrayantes : un gouvernement très à droite avec Rex et le VNV, ou un front populaire constitué par les socialistes, les communistes, les démocrates chrétiens et les libéraux de gauche²⁷.

Les élections belges suivent de près la victoire du Front populaire français. Comme en France, où les occupations d'usines se généralisent début juin, une vague de grèves déferle sur la Belgique, culminant vers le 20 juin, et également suivies d'un accord interprofessionnel et de lois sociales importantes : les congés payés et le principe de la semaine de 40 heures. Fait rare dans la vie parlementaire, ces lois-cadres sont votées avant même la confiance au gouvernement Van Zeeland II.

La grève débute à Anvers et s'étend vers les autres ports ; la presse socialiste incrimine dans un premier temps des provocateurs, communistes voire rexistes, avant que les revendications particulières des dockers ne soient relayées par la Commission syndicale du P.O.B. Il est vraisemblable que l'étincelle fut le meurtre de deux colleurs d'affiches sous les balles de fascistes locaux²⁸. Se propageant ensuite dans la métallurgie liégeoise et l'ensemble des bassins miniers, les grèves touchent l'agglomération bruxelloise et de nombreuses villes flamandes et wallonnes. Même Namur est en état de siège. Le déclenchement semble spontané, dans la mesure où quelques militants font débrayer tout le personnel, les instances syndicales formulant ensuite les revendications. Tandis que la presse socialiste parle de grèves « contre la misère », les journaux des autres formations reconnaissent que la classe ouvrière, qui a perdu du pouvoir d'achat avec la dévaluation de 1935, ne fait que le récupérer et a droit aux fruits de la reprise économique.

« Le Comité national de la Commission syndicale rappelle ses revendications et appuie les travailleurs en lutte :

1. La réadaptation générale des salaires, avec fixation d'un minimum de 32 francs par jour ;
2. La semaine de 40 heures ;

²⁶ *The Times*, 13 juin 1936.

²⁷ Au lendemain des élections provinciales du 9 juin, *Le Peuple* titre « Majorité prolétarienne dans la province de Liège ». Comme c'est aussi en juin que Staline promulgue la nouvelle constitution soviétique qui garantit les droits démocratiques les plus étendus, le même journal, dans un esprit de conciliation touchant, exalte la démocratie en Russie.

²⁸ *Le Matin*, Anvers, 24 mai 1936, met en cause le « Parti Réaliste ».

3. L'instauration de mesures légales pour garantir le plein exercice de la liberté ouvrière ;

4. Les vacances payées²⁹. »

Plus de 500 000 travailleurs³⁰ auraient participé, dont de nombreux employés et femmes salariées. Malgré quelques tentatives, comme à la FN de Herstal, il n'y eut pas d'occupations d'usines comme en France. Comme en 1932, la gendarmerie, avec son encadrement conservateur hostile aux grévistes, tente d'interdire les rassemblements et la circulation des deux roues. Il y a des blessés et le décès controversé d'une dame à sa fenêtre au cours d'une fusillade à Quaregnon³¹. Malgré une amnistie formelle, des poursuites aboutiront à des procès, des étrangers seront expulsés³². Mais d'autres images sont idylliques, et les témoins s'accordent sur l'« entrain », l'« enthousiasme » des manifestants qui, à leur manière, prennent déjà leurs congés.



Fig. 4 : « Une famille de gréviste campe », in *Le Peuple*, Bruxelles, 23 juin 1936. [Photo : D.R.]

²⁹ *Le Peuple*, Bruxelles, 16 juin 1936.

³⁰ Un pic qui ne sera dépassé que lors de la grève du million de l'hiver 1960-1961. CHLEPNER 1956 confirme l'impression de spontanéité du mouvement.

³¹ *Le Peuple*, Bruxelles, 20 juin 1936.

³² « Les Métèques », in *La Province de Namur*, Namur, 19 juillet 1936.

Contrairement à la loi des huit heures de 1921, les réductions du temps de travail de 1936 ne ratifient pas une convention internationale. Celles sur les 40 heures et les congés payés, en discussion depuis des années, n'étaient pas d'application³³.

Alors qu'à la Chambre les congés payés sont votés à l'unanimité le 24 juin, une semaine après les accords de la Conférence du Travail, les quarante heures ne s'appliquent qu'aux industries insalubres et dangereuses, à définir, et ne prévoient pas le maintien du salaire de 48 heures/semaine. L'application sectorielle dépend d'accords en commissions paritaires et d'arrêtés royaux. Sur le chantier de l'Exposition universelle de Paris, les syndiqués parisiens envahirent le pavillon belge pour faire appliquer les quarante heures/semaine ; l'incident suscitera une note diplomatique répercutée dans la presse belge du 20 février 1937. Même les mineurs n'obtiendront que 45 heures/semaine, remises en cause par la mobilisation.

L'avancée durable de juin 1936 est bien le droit aux congés payés. La publicité en tient compte, particulièrement celle pour le fleuron des Papeteries de Genval. S'il faut en croire la réclame, 2% des maisons étaient équipées de ce revêtement en 1920, 82% en 1938³⁴. Depuis Genval, un lac de Balatum se déverse sur les sols et les murs de toute la Belgique !



Fig. 5 et 6 : « Balatum, sortie d'usine », in *La Province de Namur*, Namur, 18 juin 1938, et « Balatum, sortie de bureau », in *Vers l'Avenir*, Namur, 15 juillet 1938. [Photos : D.R.]

³³ ILO 1941. La Belgique ne figure pas parmi les quatre Etats qui ont ratifié la convention sur les congés payés, laquelle « was not in force on 1 September 1939 » (p. 133).

³⁴ « Le formidable progrès du BALATUM », in *Vers l'Avenir*, 3 novembre 1938.

Scène 2 : Le droit aux vacances

« Vacances. [...] Les progrès de la technique ont eu pour conséquence de réduire souvent l'effort musculaire mais lui ont imposé par contre presque invariablement un effort nerveux singulièrement accru. [...] Les nerfs les plus solides n'y sauraient résister si des périodes suffisamment longues et suffisamment nombreuses de repos ne permettaient à l'homme de se refaire et de satisfaire encore, dans de bonnes conditions, aux exigences de la production moderne. Les vacances aident à bien produire, comme font les courtes journées [...]. Les loisirs ne sont précieux, une fois encore, que dans la mesure où on peut les occuper et pour les occuper, il faut des ressources. Une meilleure production exige de meilleurs hommes, plus encore que de meilleures machines. À de meilleurs hommes, il faut à la fois plus de loisirs et plus de pouvoir d'achat³⁵. »

Avec le retour de l'été, « en vue de favoriser et de canaliser le mouvement excursionniste des jeunes, qui se révèle de plus en plus intense », les auberges de jeunesse publient la carte de leurs réseaux³⁶, tandis que les chemins de fer proposent des circuits en autocar³⁷ à partir de gares, vers des régions touristiques. La SNCB s'efforce de maintenir un équilibre publicitaire entre le Nord et le Sud³⁸. De pleines pages promotionnent des localités pittoresques, leur commerce, leur hôtellerie. Les autorités encouragent des études sur le développement du tourisme familial³⁹.

« À Dinant, avec les campeurs au bord de Meuse. [...] Cinquante petites tentes sont dressées là, depuis la petite tente modeste pour campeurs à revenus modérés jusqu'à la tente luxueuse de bourgeois aux plantureux revenus. [...] Tous ces hôtes étaient dehors, reposant dans des transatlantiques, couchés à même le sol, vaquant à diverses occupations de toilette et de cuisine, lisant, fumant, bavardant en famille. L'image même du repos, de la tranquillité, de l'oubli des soucis, de la vie heureuse. [...] Ce monde campeur dont le développement semble prendre aujourd'hui des proportions formidables⁴⁰. »

« Jadis, les charmants paysages, les larges horizons, les montagnes, la mer, les cités historiques étaient inaccessibles aux travailleurs. Aujourd'hui, les travailleurs ont acquis,

³⁵ DE BROUCKERE L., in *Le Peuple*, Bruxelles, 14 juillet 1937. Les « courtes journées » sont les 8 heures de la loi de 1921, débat auquel de Brouckère avait participé.

³⁶ « Réseau de gîtes d'étapes de l'Association Catholique de la Jeunesse Belge », in *Vers l'Avenir*, Namur, 19 juin 1937.

³⁷ *La Province de Namur*, 9 juin 1937.

³⁸ « Visitez tous les sites des Ardennes », in *Vers l'Avenir*, Namur, 14 juillet 1938. « Visitez la Flandre », in *Vers l'Avenir*, Namur, 21 juillet 1938.

³⁹ ELIAS 1936.

⁴⁰ *La Province de Namur*, Namur, 11 août 1939.

d'un effort unanime, le droit aux vacances. Ainsi se marque l'évolution de la société moderne. D'une part, la machine fait pour l'homme le plus dur de la tâche. D'autre part, la lutte organisée des travailleurs au sein de leurs syndicats et du P.O.B. tend à empêcher que l'aide formidable des machines ne profite qu'aux privilégiés. De plus en plus, l'homme voit devant lui s'accroître le temps libre, le loisir pendant lequel il peut vivre, être lui-même, goûter sans contrainte, aux joies les plus profondes de l'esprit et du cœur. Travailleurs, Hommes et Femmes, pour que ce loisir vous donne tout ce que vous en attendez, lutez encore pour obtenir : - l'équipement du pays en bonnes auberges économiques ; la création de bureaux de tourisme populaire ; des prix de transport et d'hébergement diminués, en rapport avec vos ressources. Lutez avec le P.O.B. pour l'amélioration du régime des congés payés⁴¹. »

Acte III

Scène 1 : Les Grands Travaux

Fin juillet 1936, l'insurrection contre le *Frente Popular* siffle la fin de la récréation. La guerre dévaste l'Espagne et la Chine lointaine, le réarmement est général, et pourtant le répertoire de chansons et de films de la fin des années 1930 enchante toute cette génération, une jeunesse en short et maillot inspirés de Tarzan et Jane, qui aime les randonnées dans la nature.

Le lecteur de la presse éprouve l'impression que la crise est finie ; nous revenons dans la modernité fébrile, les gratte-ciels, les « Grands Travaux », parfois petits⁴², parfois critiqués comme inutiles⁴³.

⁴¹ Au verso du mois de juin 1940 dans le *Calendrier des Femmes Prévoyantes Socialistes*, Imprimerie coopérative, La Louvière.

⁴² « Grands travaux à Maillen », in *Vers l'Avenir*, Namur, 13 mars 1938. 300 000 francs ont été alloués à la réfection de chemins dans ce village du Condroz.

⁴³ « L'inutile autostrade », in *La Province de Namur*, Namur, 14 août 1936. Le rédacteur, citant la *Libre Belgique*, estime que « sous prétexte de résorber le chômage », cette autostrade ferait double emploi avec la nationale Bruxelles-Ostende.



Fig. 7 : « Les grands travaux inutiles » in *Le Soir*, Bruxelles, 3 juin 1936. [Photo : D.R.]

En dépit de la croissance, le chômage reste important⁴⁴, structurel et conjoncturel, produisant exclus et marginaux :



Fig. 8 : « Ménage de chômeurs à la rue. Au-dessus : les meubles sur le trottoir. En-dessous : la chambre à coucher et cuisine en plein air », in *La Province de Namur*, Namur, 4 juin 1939. [Photo : D.R.]

⁴⁴ Autour de 100 000 chômeurs assurés. Interview d'Henri Fuss, directeur du nouvel Office national de placement et de chômage, in *Le Peuple*, Bruxelles, 16 juillet 1937.

La presse rend compte des déplacements et du mode de vie des nomades⁴⁵. Ceux-ci fascinent dans la mesure où ils représentent un mode de vie alternatif à la monotonie du travail encadré puis deviennent les victimes des tensions internationales⁴⁶.

La Belgique pratique la neutralité, « l'indépendance », politique mise à mal dans le débat sur la reconnaissance du régime insurrectionnel de Burgos : la question suscite une crise au sein du gouvernement Spaak, qui se répercute au sein du parti socialiste où les ténors des différentes tendances prononcent des plaidoyers vibrants sur les principes. Vandervelde démissionne de la présidence du Parti⁴⁷, avant de mourir peu après.

Un aspect du débat est un peu occulté puis oublié : depuis le printemps 1937, Burgos et ses alliés contrôlent les bassins industriels de Bilbao et des Asturies, partenaires d'entreprises belges et « des intérêts de beaucoup de travailleurs, socialistes compris, que les affaires perdues dans les deux tiers de l'Espagne pourraient réduire au chômage⁴⁸ ». En attendant, il n'est plus question d'avancées sociales, mais de construction de l'économie nationale, de mise au travail, de défense des organisations et si possible des acquis.

Scène 2 : « Les nazis attaquent des skieurs en Hongrie »

« Les nazis attaquent des skieurs en Hongrie - Soixante blessés ! Une cinquantaine de jeunes gens, appartenant à la formation nationale socialiste dite des « croix fléchées » se sont rendus [...] à 5 kilomètres de Budapest et ont attaqué des groupes de skieurs qui, profitant du dimanche, s'exerçaient sur les pentes neigeées [...]. Sur un signal, ils attaquèrent des groupes de skieurs dispersés, en poussant des cris antisémites⁴⁹. »

⁴⁵ « Des Romanichels envahissent la Basse-Sambre », in *La Province de Namur*, Namur, 27 avril 1939 : « D'autres méfaits du même genre seront certainement signalés à la police lorsque la ville aura été débarrassée de cette bande d'indésirables. » Voir aussi la légende des photographies publiées dans *Vers l'Avenir*, Namur, 28 avril 1939 : « Voici les pittoresque carrioles et quelques types de Bohémiens. »

⁴⁶ *La Province de Namur*, Namur, 9 novembre 1939, légende de photographie : « Les forains sont bien à plaindre. Empêchés par la guerre de continuer leur industrie, quelques-uns d'entre eux se sont établis, pour hiverner, sur le quai d'Albeau à Dinant. »

⁴⁷ D'après le compte-rendu de *Vers l'Avenir*, Namur, 8 novembre 1938, Emile Vandervelde aurait déclaré : « Je ne puis présider un parti dont les décisions sont imposées du dehors pour des questions de portefeuille. »

⁴⁸ *La Province de Namur*, Namur, 11 novembre 1938. Dans les débats qui se reflètent dans *Le Peuple* des mêmes dates, l'aspect économique cède évidemment le pas aux principes, surtout dans les discours d'Henri Spaak et d'Henri De Man.

⁴⁹ *La Province de Namur*, Namur, 10 janvier 1938.

En Campine, des mineurs allemands, autrichiens, tchèques, polonais, sont recrutés ou mis sous pression par le *Deutsche Arbeitsfront*⁵⁰, tandis que monte l'idée d'un Front du Travail belge. À l'occasion de la journée du 9 novembre 1938, connue comme la Nuit de cristal, une partie de la presse, tout comme Goebbels, qualifie le pogrom général de « représailles⁵¹ » contre les juifs.

« Excès [sic] antisémitiques à Bratislava [...] des gardes de Hlinka, dans des autos réquisitionnés aux Juifs, s'arrêtaient devant les cafés et sommaient les Juifs d'en sortir. À Trnava, des gardes de Hlinka ont obligé les dames juives les plus élégantes à laver les autos qui leur avaient jadis appartenu⁵². »

Dans l'analyse de la montée du racisme au cours des années 1930, marquées par la mobilisation totale du travail par l'ensemble des courants idéologiques, n'y aurait-il pas lieu d'approfondir cet aspect : l'oisiveté attribuée aux juifs, passant pour manipulateurs privilégiés du capital et donc fraudeurs et parasites du travail productif ?

« L'invasion des étrangers en Belgique – De la nécessité des mesures de sauvegarde [...] La plupart des étrangers, pour obtenir le droit de séjourner en Belgique, s'engagent tout d'abord à travailler manuellement dans l'une ou l'autre industrie, où d'ailleurs, leur inexpérience constitue pour le travailleur belge un handicap sérieux et dommageable à ses intérêts. Mais à peine l'étranger a-t-il amassé un petit pécule que sa préoccupation est de faire du commerce. Quelques mois après son entrée en Belgique, on le nomme commerçant, plus ou moins établi et échappant à toutes les obligations fiscales et sociales qui frappent le commerçant belge⁵³. »



Fig. 9 : « Fini la crasse », in *Vers l'Avenir*, Namur, 16 mai 1939. Ce petit monstre inquiétant sévit ou est exterminé de diverses manières dans une série publicitaire d'au moins cinq encarts de la marque. [Photo : D.R.]

⁵⁰ *Le Peuple*, Bruxelles, 20 novembre 1938.

⁵¹ *La Province de Namur*, Namur, 11 novembre 1938.

⁵² *Vers l'Avenir*, Namur, 21 avril 1939. Les gardes Hlinka formaient la milice du régime clérical-fasciste de Monseigneur Tiso en Slovaquie. En Belgique, *Le Pays réel* rexisite publie régulièrement des « reportages » sur les villégiatures de juifs dans une station huppée de la côte. Les « mercantis » deviennent aussi la bête noire de toute la presse.

⁵³ *La Province de Namur*, Namur, 7 mai 1939.

Au printemps 1938 Namur assiste aux fastes d'une Grande Fête des Corporations⁵⁴. En novembre, les socialistes Spaak et Delattre et le démocrate-chrétien Heymans déposent un projet de loi sur « l'organisation des professions et la réglementation économique » prévoyant entre autre que « les trois quarts des membres des groupements devront être de nationalité belge⁵⁵ ».

« DES CAMPS DE CONCENTRATION vont être créés en France ou dans les colonies pour les étrangers indésirables qui ne peuvent être refoulés – Ils y seront employés à des travaux d'utilité publique. La chronique a trop souvent relaté les trop fameux exploits des membres de la pègre internationale qui se sont établis dans plusieurs villes de France où ils vivent en marge des lois. Aussi, le gouvernement français vient-il de prendre une mesure de protection contre ces indésirables. Comme il était devenu impossible de les refouler - car aucun pays n'accepte plus de les recueillir – la création de centres spéciaux dans la métropole ou aux colonies a été décidée. Là seront groupés tous les individus qui dans l'intérêt de l'ordre ou de la sécurité publique doivent être soumis à une surveillance permanente. Ils seront groupés en "compagnies de travail" et employés à des travaux d'utilité publique ou de défense nationale pour assurer leur subsistance. [...] La nationalité française pourra être retirée aux naturalisés qui s'en seraient montré indignes. De plus, 1500 nouveaux gendarmes renforceront la surveillance des frontières⁵⁶. »

Scène 3 : Le retour de l'Angoisse

À partir de la crise dite de Munich, en septembre 1938, l'armée mobilise une partie des classes de réserve, les autorités organisent laborieusement des exercices d'alertes et de défense passive ; dans la presse « L'ANGOISSE⁵⁷ » est mise en manchette.

Le débat parlementaire qui s'éternise depuis 1932 sur le projet d'assurance obligatoire contre le chômage, en même temps que la grandiose Exposition internationale de l'Eau à Liège,

⁵⁴ *Vers l'Avenir*, Namur, 25 avril 1938.

⁵⁵ *La Province de Namur*, Namur, 27 novembre 1938.

⁵⁶ En haut et au centre de la une, in *Le Peuple*, Bruxelles, 22 novembre 1938. Le quotidien de la démocratie socialiste ne publie pas d'autres commentaires de ce communiqué.

⁵⁷ Passim, notamment in *La Province de Namur*, Namur, 29 août 1939 : « L'ANGOISSE GRANDIT EN EUROPE. »

sont clôturés dès l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht. La presse est soumise à la censure militaire⁵⁸. Le 10 novembre 1939 paraît l'arrêté relatif à

« la mise au travail des chômeurs [...], pour des travaux de défense et d'utilité publique [...], cinq heures par jour, c'est-à-dire à concurrence de la moyenne des indemnités qu'ils reçoivent [...], comme effort personnel à la défense du pays [...], sous peine de perdre leur droit aux allocations⁵⁹».

La critique porte sur l'efficacité mitigée de la mesure. Sur un nombre de chômeurs estimés à au moins une centaine de milliers, 3 636 autorisations auraient été accordées : 715 pour la Défense nationale, 1 132 pour la Défense passive et 1 789 pour les travaux communaux⁶⁰.

« Les industriels américains « craignent » la fin de la guerre d'ici un an [...] des commandes de guerre représentant des millions de dollars pour tous types d'articles manufacturés, depuis des machines à outils jusqu'à des avions, ont été refusés au cours de ces dernières semaines, en raison de l'hésitation des constructeurs à faire édifier de nouvelles usines. Ils craignent en effet que la guerre ne soit terminée d'ici un an. [...] Certaines usines, dit-on, ont reçu des commandes représentant 200 p.c. de leur capacité de production. [...] Un autre facteur justifiant l'ajournement de la construction de nouvelles usines est qu'il faut de 60 à 90 jours pour l'enregistrement d'un nouveau stock d'actions, et une nouvelle période d'attente pour leur vente dans le public⁶¹. »

Capacité de production trop en-dessous de la demande solvable, crise de sous-production, manque de capitaux sur un marché trop réglementé ? C'est en quelque sorte, la situation inverse du krach de Wall Street de 1929.

« Des Milliers D'épaves Humaines GUÉRIES PAR LE CÈLÈRI FULLER⁶² » ... « Dire qu'il y a 3 mois j'étais une épave ! OVOMALTINE⁶³ » ... « OVOMALTINE, petit déjeuner rapide et exquis [...] surtout durant le jeune âge [...], aliment du muscle par excellence, Ovomaltine nourrit l'organisme et stimule l'effort sans jamais provoquer la formation de graisse superflue [...], La majorité des athlètes] en ont fait leur régime d'entraînement favori⁶⁴. »

⁵⁸ Voir *La Province de Namur*, Namur, 19 septembre 1939 : « Quelque part, dans le Namurois ! – Le glorieux drapeau d'un de nos régiments reconstitués a traversé une ville. »

⁵⁹ « Allocution du Ministre Delfosse à l'INR », in *La Province de Namur*, Namur, 5 novembre 1939. Le ministre est interviewé dans *Vers l'Avenir*, Namur, 21 décembre 1939.

⁶⁰ *La Province de Namur*, Namur, 22 décembre 1939.

⁶¹ *La Province de Namur*, Namur, 23 novembre 1939, d'après un *Journal du Commerce* (?) cité par United Press.

⁶² *Vers l'Avenir*, Namur, 3 février 1937, à côté d'une silhouette efflanquée.

⁶³ *Vers l'Avenir*, Namur, 26 juin 1937, dixit un monsieur joufflu et épanoui.

⁶⁴ *La Province de Namur*, Namur, 3 avril 1939.

Depuis plusieurs années, des aliments conditionnés en rations sont présentés comme repas complets vite préparés. Les producteurs de margarine publient des pages protectionnistes (en caractères gras) « pour bien servir et bon compte la majorité de la population qui n'est pas riche⁶⁵ ».

En 1938 et 1939, SOLO publie une série d'encarts sur le modèle « l'aliment qu'il lui faut maintenant pour être fort et énergique plus tard », et un parallèle graphique, photo d'enfant jouant/silhouette de travailleur de choc : garçon clouant une maisonnette/homme rabotant sur un établi, jouant avec un petit bateau/capitaine dans les embruns, les yeux au ciel/pilote sur biplan, avec jeu de construction/plan d'architecte, plantant un clou sur une plinthe/forant du haut d'un échafaudage précaire, battant du tambour/chef d'orchestre, dévorant une tartine/mineur frappant au pic, sur une échelle/photographe au dessus d'une foule ; fille jouant à la dinette/femme cuisinant, écrivant dans un cahier/dactylo, parlant à ses poupées/institutrice, sautant à la corde/ballerine, jouant à la poupée/cousant sur un buste, mouchant sa poupée/près d'un métier ou calandreuse, tricotant/opératrice de téléphone, etc.

Ces clichés exaltant l'énergie, la force, l'efficiencence et le genre, dans la perspective de l'emploi futur, retardent sur la modernité : les journaux des mêmes années évoquent le féminisme et une panoplie de marteaux pneumatiques, scies à moteur, excavatrices, centraux automatisés, stukas...



Fig. 10 : « L'aliment qu'il lui faut maintenant », *La Province de Namur*, Namur, 23 décembre 1939. [Photo : D.R.]

⁶⁵ *Le Peuple*, Bruxelles, 26 janvier 1937.

Rideau ?

Comédie, tragédie, drame ? À la première partie de ce diptyque, à propos des troubles de 1932, nous posons la question : « Le droit inconditionnel à la vie ? Ou quelque croisade pour restaurer le règne du Travail ? »

Le 10 mai 1940, la Belgique est envahie ; dix-huit jours plus tard son armée capitule, et l'aspiration générale à un ordre nouveau se réalise sous forme d'une occupation efficace, par les forces triomphantes d'un Reich s'affirmant millénaire.

Si le fascisme est avant tout programmation, robotisation, laboratoire, opération sur l'homme, nous pourrions lire les années 1930 comme une série d'avancées de ce projet. Le basculement dans l'Ordre Nouveau ne représenterait pas une rupture, mais un apogée.

« Apprenez un nouveau métier – Bon salaire et bel avenir !

Même si vous êtes sans profession ou si votre métier n'offre plus de possibilités, ne perdez pas confiance ! Les Ateliers d'Adaptation Professionnelle vous enseigneront gratuitement une spécialisation d'avenir, garantissant des salaires élevés. Pendant tout le temps de votre apprentissage, vous serez payé et vous jouirez d'un logement confortable et d'un excellent repas chaud, servi à midi, le tout très bon marché.

Si vous êtes marié, votre famille bénéficiera de soins médicaux gratuits et votre femme aura droit à une prime de 340 à 500 francs par mois, indépendamment de votre salaire. Assurez donc votre avenir et le bien être des vôtres ! N'hésitez plus ! Demandez aujourd'hui, tous les renseignements aux ATELIERS D'ADAPTATION PROFESSIONNELLE⁶⁶. »

Une annonce aussi mirobolante serait-elle crédible, avant ou après la seconde guerre mondiale ? Escroquerie, canular ? Cellule de reclassement ?

Armées de chômeurs, mobilisation du travail, Front du Travail... Cherchant dans les débuts du XX^e siècle des manifestations du droit à la paresse, nous trouvons surtout obligation au travail, condamnation à l'oisiveté et à la misère. Quand il y a contrainte, il n'est forcément ni liberté, ni droit.

⁶⁶ *La Province de Namur*, Namur, 10 juillet 1942. Dans cette série d'annonces illustrées, rien ne précise qu'il s'agit de travail pour l'Allemagne.

Conclusion provisoire en rapport avec notre recherche

L'idée centrale du *Droit à la paresse* (1880) de Paul Lafargue⁶⁷ est de nous libérer du travail répétitif, épuisant et misérable. Des machines peuvent l'accomplir de mieux en mieux et de plus en plus vite. Si le but est de faire du profit, en rivant l'homme à la machine la majeure partie de ses heures de veille, et de tendre à la production maximale, nous allons à la surproduction, au gaspillage, à la guerre pour les marchés. Plutôt que de consommer pour écouler la production, produisons selon nos besoins et vivons notre temps librement.

Le droit à la paresse n'est pas apologie de l'oisiveté, ni dénigrement du travail, ni le contraire du droit au travail : plutôt un de ses versants. Non pas culte du travail comme valeur, mais droit au travail comme moyen, c'est-à-dire choix d'y consacrer une partie de notre temps en fonction de nos besoins et de notre plaisir. La plupart d'entre nous n'ont guère de choix quant à l'objet et aux conditions du travail. Pour la majeure partie des gens dans le monde, le droit au travail n'existe pas encore. Vers 1938 en Belgique, le droit à la paresse, en même temps que le droit au travail, est mis au placard.

Bibliographie

Le Matin, Anvers. Janvier à mai 1933, janvier à avril 1934, janvier à juin 1935, avril à septembre 1936, janvier à septembre 1937, janvier 1938 à décembre 1939, 1940 (sondages).

Le Peuple, organe quotidien de la démocratie socialiste, Bruxelles. Janvier à mai 1933, janvier à avril 1934, janvier à juin 1935, avril à septembre 1936, janvier à septembre 1937, janvier 1938 à décembre 1939, 1940 (sondages).

La Province de Namur, Namur. Janvier à mai 1933, janvier à avril 1934, janvier à juin 1935, avril à septembre 1936, janvier à septembre 1937, janvier 1938 à décembre 1939, 1940 (sondages).

Le Soir, Bruxelles. Juin 1936.

Vers l'Avenir, Namur. Janvier à mai 1933, janvier à avril 1934, janvier à juin 1935, avril à septembre 1936, janvier à septembre 1937, janvier 1938 à décembre 1939, 1940 (sondages).

⁶⁷ LAFARGUE 1880.

The Times, Londres. Mai à juin 1936, janvier à mars 1937.

BALTHAZAR 1994 : H. BALTHAZAR (s.d.), *Les Années 1930 en Belgique : la séduction des masses*, Bruxelles : CGER, 1994.

BAUDHUIN, DE LEENER 1936 : F. BAUDHUIN, G. DE LEENER, *Exposés sur la semaine de 40 heures*, [Bruxelles] : Éditions du Comité Central Industriel de Belgique, juin 1936.

CHLEPNER 1956 : B.S. CHLEPNER, *Cent ans d'Histoire sociale en Belgique*, Bruxelles : ULB/Solvay, 1956.

DE MAN 1927 : H. DE MAN, *Au-delà du marxisme*, Bruxelles : L'Eglantine, 1927.

DE MAN 1930 : H. DE MAN, *La Joie au travail*, Paris : F. Alcan, 1930.

ELIAS 1936 : J. ELIAS, *Essai sur le tourisme familial réceptif en Ardenne*, La Roche, 1936.

ILO 1941 : International Labour Office, *The International Labour Code 1939*, Montreal, 1941.

LAFARGUE 1880 : P. LAFARGUE, *Le Droit à la paresse*, Paris, 1880, rééd. Paris : 1001 Nuits, 2006.

MAJOROS 2010 : M. MAJOROS, « Des discours sur le travail, entre la Grande Guerre et la Grande Dépression », in *Mosaïque, revue des Jeunes Chercheurs en Sciences de l'homme et de la Société Lille Nord-de-France – Belgique francophone*, n°2, Villeneuve d'Ascq, janvier 2010.

ROBERT 1933 : G. ROBERT, *Le Miracle de Beauraing, récit d'un témoin*, Courtrai : J. Vermaut, [1933].

VANTEMSCHE 1989: G. VANTEMSCHE, « De Fysionomie van de werkloosheid in België tijdens de jaren 1930 », in *BTNG-RBHC*, XIX, 1988, et XX, 1989.

VAN WELKENHUYZEN 2004 : J. VAN WELKENHUYZEN, 1936 : Léopold III, *Degrelle, Van Zeeland et les autres...*, Bruxelles : Racine, 2004.

VAN WELKENHUYZEN 2007 : J. VAN WELKENHUYZEN, *Le Gâchis des années 1930 : 1933-1937*, T. 1, Bruxelles : Racine, 2007.